

Initiatives ministérielles

cès au financement; qu'il sous-tend une approche beaucoup plus large et structurelle et qu'il était dans le mille.

C'est possible qu'il leur fasse mal, mais mon propos était vraiment cohérent et en fonction des propos tenus ici aujourd'hui.

[Traduction]

Le vice-président: Le ministre a la parole. Son intervention, nous en sommes sûrs, sera pertinente.

L'hon. Douglas Peters (secrétaire d'État (Institutions financières internationales), Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de l'occasion qui m'est offerte de féliciter le Comité de l'industrie pour son travail sur le financement de la petite entreprise. J'ai l'intention de m'en tenir à ce sujet précis.

Le gouvernement reconnaît que la petite entreprise constitue un secteur essentiel de l'économie canadienne. Le rapport du Comité de l'industrie apporte une précieuse contribution au débat public et aide à comprendre les besoins de ce secteur.

On ne saurait trop insister sur l'importance de la petite entreprise. Commençons par donner quelques chiffres.

Les petites entreprises comptent pour près de 40 p. 100 de l'économie nationale et le tiers des bénéficiaires de toutes les entreprises au Canada. Plus de la moitié des Canadiens qui travaillent dans le secteur privé sont à l'emploi d'entreprises de moins de 100 employés. Chose plus importante encore, les entreprises de moins de 100 employés ont créé plus de 80 p. 100 des emplois au cours de la dernière décennie au Canada.

Il ne s'agit pas là d'une tendance passagère. La petite entreprise est de toute évidence le moteur de la croissance dans la nouvelle économie et le gouvernement en tient compte dans ses politiques. Vous le savez, monsieur le Président, nous avons fait campagne sur ce thème. Par exemple, le premier ministre et moi-même avons tenu un forum de la petite entreprise dans ma circonscription, Scarborough-Est, pendant la campagne électorale. Comme le premier ministre l'a souligné à cette occasion, si seulement un tiers des petites entreprises du Canada embauchaient chacune un employé de plus, 300 000 nouveaux emplois seraient créés.

Pour réaliser tout leur potentiel de création d'emplois, les petites entreprises ont besoin d'un environnement favorable, c'est-à-dire qui leur permet de prospérer et de se développer. Les Canadiens ne veulent plus de gouvernements qui cherchent des solutions instantanées et inefficaces ou qui cèdent à des modes passagères sans avoir de vision de ce que l'État doit et ne doit pas faire dans le domaine économique. C'est pourquoi le gouvernement actuel a présenté une nouvelle vision globale dans son récent document intitulé *Un nouveau cadre de politique économique*.

Ce document expose cinq secteurs d'intervention prioritaires. D'abord, il faut aider les Canadiens à acquérir les compétences qui leur permettront d'obtenir des emplois et de les garder ou d'en trouver de meilleurs.

• (1535)

Le deuxième objectif de notre cadre de politique économique consiste à inciter les Canadiens à s'adapter au changement. Cela nécessite une réorientation en matière de subventions, d'assurance-chômage et de charges sociales, ces dernières étant nuisibles aux petites entreprises.

Le troisième objectif consiste à repenser le rôle de l'État. Cela signifie qu'il faut concentrer les ressources limitées dont nous disposons dans les domaines les plus prioritaires et réduire ou éliminer les activités moins prioritaires. Cela signifie également qu'il faut élaguer la forêt de règlements fédéraux.

Mettre l'économie sur la bonne voie est notre quatrième objectif. C'est le secteur privé, et tout particulièrement les petites entreprises, qui crée les emplois. L'État a un rôle à jouer dans la promotion de la croissance économique. Il peut, par exemple, recueillir et diffuser de l'information sur les nouveaux marchés et les nouvelles technologies.

Il peut faciliter le rapprochement des entreprises pour leur faire découvrir de nouveaux partenaires et de nouvelles technologies. Il peut aussi promouvoir le commerce extérieur en assurant l'accès aux débouchés à l'étranger et au financement des exportations.

Le cinquième et dernier objectif est indispensable à la réalisation de tous les autres. Nous devons instaurer un climat monétaire et financier sain au Canada. Les Canadiens sont en train de payer chèrement des décennies de déficit et d'endettement. Ils le paient sous la forme d'impôts trop lourds, de taux d'intérêt élevés, du nombre insuffisant de nouveaux emplois et d'une croissance trop lente. Les taux d'intérêt élevés imposent un lourd fardeau à tous les Canadiens et nul ne le sait mieux, sans doute, que les femmes et les hommes qui exploitent de petites entreprises.

La question des taux d'intérêt me ramène au thème central du débat d'aujourd'hui, l'accès au financement. S'il est vrai que le savoir-faire et l'esprit d'entreprise sont à la base de la réussite pour une petite entreprise, ils ne se révèlent pas toujours suffisants. L'accès au financement peut s'avérer crucial pour une petite entreprise, en particulier au cours de ses premières années d'activité. L'importance du financement bancaire dans ce secteur serait difficile à surestimer. En fait, les crédits bancaires représentent environ 90 p. 100 du financement extérieur des petites entreprises.

Consent de cette situation, le gouvernement a rencontré les plus hauts dirigeants des grandes banques canadiennes peu après sa formation. Nous les avons invités instamment à réexaminer leurs politiques de prêt à la petite entreprise et nous les avons mis au défi de se montrer plus innovateurs et plus à l'écoute des petites et moyennes entreprises. Le ministre des Finances et moi-même avons été parfaitement clairs dans nos discussions. Le gouvernement s'attend à ce que les banques améliorent leurs pratiques actuelles. Les perspectives de l'économie canadienne dépendent, dans une mesure non négligeable, de la reconnaissance des besoins particuliers des petites entreprises par les banquiers. Pour répondre à ces besoins, les banques doivent changer leurs méthodes.

Je crois que les milieux bancaires nous ont entendus et que les résultats commencent à paraître. Les banques prennent des initiatives pour venir en aide aux petites entreprises qu'elles ser-